

#

**SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR LA RECUPERATION DE CHIFFONS**

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 19 JUIN 2001**

**EXECUTION DE L'ACCORD CENTRAL POUR LES ANNEES 2001 et 2002**

**CHAPITRE I. CHAMP D'APPLICATION**

**Article 1**

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux ouvriers et ouvrières des entreprises ressortissant à la Sous-commission Paritaire pour la récupération de chiffons.

**CHAPITRE II. SALAIRES**

**Article 2**

Les salaires horaires barémiques et effectifs seront majorés de 4 BEF le 01.07.2001, de 4 BEF le 01.01.2002 et de 4 BEF le 01.07.2002 en équipe simple.

Pour les autres régimes de travail, les montants forfaitaires précités seront ajoutés avec les coefficients prévus.

**Article 3**

Les ouvriers (ières) âgé(e)s de – 21 ans, qui n'ont pas 6 mois d'expérience professionnelle dans le secteur, ont droit à 80% du salaire barémique national de la fonction s'ils sont âgé(e)s de 18 ans, à 87,5% s'ils (elles) sont âgé(e)s de 19 ans, à 95% s'ils (elles) sont âgé(e)s de 20 ans.

Les échelles des salaires barémiques déterminées ainsi sont applicables aux ouvriers (ières) visé(e)s pendant les six premiers mois de leur occupation et sont adaptés au pourcentage prévu pour la catégorie d'âge supérieure à partir du premier jour du mois qui suit leur anniversaire.

A partir du moment où les ouvriers (ières) âgé(e)s de – 21 ans ont 6 mois d'expérience professionnelle dans le secteur de la récupération de chiffons, ils (elles) ont droit à 100% du salaire barémique national de la fonction à partir du jour de leur 21<sup>e</sup> anniversaire.

La convention collective de travail du 17.02.1971 (enregistrée sous le n°00524/co/42) concernant « le statut du travailleur mineur d'âge dans le secteur de la récupération de chiffons » est abrogée à partir du 01.01.2001.

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR.

27 -06- 2001

23 -08- 2001

NR.  
N°

586141co/142.02



## CHAPITRE III. MESURES D'EMPLOI

### Principe

#### Article 4

Dans le cadre de la loi relative au plan d'action belge pour l'emploi les mesures suivantes sont prises pour promouvoir l'emploi :

- prolongation des engagements pour l'emploi
- prolongation de la CCT interruption de carrière pendant l'année 2001
- prolongation de la CCT temps partiel pendant l'année 2001
- prépension à mi-temps
- application à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2002 de la CCT n°77 du 14 février 2001 du Conseil National du Travail

### Engagements pour l'emploi

#### Article 5

L'employeur qui a l'intention de procéder à un (des) licenciement(s) pour des raisons économiques ou techniques devra respecter les procédures d'information et de concertation comme prévues par la loi ou par convention collective de travail n°9 du 09.03.1972, conclue au sein du conseil national du travail coordonnant les accords nationaux et les conventions collectives de travail relatifs aux conseils d'entreprises, conclus au sein du Conseil national du travail, rendus obligatoire par arrêté royal du 12.09.1972.

Uniquement dans les entreprises où il n'y a pas de Conseil d'entreprise ou de délégation syndicale, l'employeur qui a l'intention de procéder à un (des) licenciement(s) pour des raisons économiques ou techniques, devra transmettre préalablement les données suivantes aux syndicats régionaux :

- le motif ;
- le nombre d'ouvriers concernés ;
- la liste des sections et des postes de travail qui seront atteints ;
- la date prévue du (des) licenciement(s).

Ces données doivent être transmises au moins un mois avant la date prévue du (des) licenciement(s).

Avant de prendre une décision définitive l'employeur concertera les syndicats régionaux. Tous les moyens seront examinés pour éviter des licenciements.

En cas de contestation de l'exécution des dispositions prévues dans cet article, le syndicat fera appel au président de la sous-commission paritaire qui examinera le dossier. S'il constate que l'employeur a procédé à un licenciement contraire à cet article, l'ouvrier aura droit à une indemnité unique forfaitaire de 40.000 FB.

### Interruption de carrière

#### Article 6

Les dispositions de l'article 5 de la CCT du 07 mai 1999 concernant l'interruption de la carrière professionnelle sont prolongées jusqu'au 31 décembre 2001.  
Les règles plus précises fixées dans la C.C.T. distincte du 07 mai 1999 en matière d'interruption de la carrière professionnelle sont prolongées jusqu'au 31 décembre 2001 et font partie intégrante de la C.C.T. en question

## **Temps partiel.**

### **Article 7**

Les dispositions de l'article 6 de la CCT du 07 mai 1999 concernant le travail à temps partiel sont prolongées jusqu'au 31 décembre 2001.

Les règles plus précises fixées dans la C.C.T. distincte du 07 mai 1999 en matière de travail à temps partiel sont prolongées jusqu'au 31 décembre 2001 et font partie intégrante de la C.C.T. en question

## **Prépension à mi-temps**

### **Article 8**

Un régime de prépension à mi-temps est instauré conformément à la C.C.T. N° 55 du CNT instituant un régime d'indemnisation complémentaire pour certains travailleurs âgés en cas de réduction des prestations de travail à mi-temps.

L'âge minimum pour être mis en prépension à mi-temps est fixé à 55 ans.

Aux ouvriers qui dans le courant des années 2001 et 2002 adhèrent à la prépension à mi-temps, l'indemnité complémentaire est payée par le Fonds d'existence pour les ouvriers de la récupération de chiffons. Le Fonds prend également à sa charge le coût éventuel de la cotisation capacitative et répond au traitement administratif. Les règles plus précises sont fixées dans une C.C.T. particulière faisant intégralement partie de la C.C.T. en question. Les statuts du Fonds d'existence pour les ouvriers de la récupération de chiffons seront à la fois adaptés avec ce qui précède.

## **Application de la CCT n°77 du 14 février 2001**

### **Article 9**

Conformément aux possibilités offertes par la CCT n°77 du 14 février 2001 du Conseil National du Travail instaurant un système de crédit-temps, de diminution de carrière et de réduction des prestations de travail à mi-temps, il est convenu les dérogations suivantes :

En exécution de l'article 3 §2 de la CCT n°77, la durée de l'exercice du droit au crédit-temps est porté de 1 ans à 3 ans sur l'ensemble de la carrière professionnelle.

Pour les travailleurs qui sont en interruption de carrière professionnelle au cours de l'année 2001, sur base de la loi de redressement du 22 janvier 1985, la durée totale de l'interruption de carrière combinée avec le crédit-temps peut dépasser la durée de 3 ans susmentionnée, sans excéder 5 ans sur l'ensemble de la carrière professionnelle.

## **CHAPITRE IV. PREPENSION CONVENTIONNELLE**

### **Régime général**

### **Article 8**

Le régime d'indemnité complémentaire en faveur de certains travailleurs âgés en cas de licenciement, comme prévu par la convention collective de travail du 31 mai 1991, rendue obligatoire par arrêté royal du 31 mars 1992, prorogée par la convention collective de travail du 17 juin 1993, rendue obligatoire par arrêté royal du 20 janvier 1994, prorogée par la convention collective de travail du 28 avril 1995, rendue obligatoire par arrêté royal du 8 décembre 1995, prorogée par la C.C.T. du 13 mai

1997 (enregistrée sous le n° 44926/Co/142.2 MB 30.10.1997), prorogée par la C.C.T. du 07 mai 1999 (enregistrée sous le n°56297/Co/142.2 MB 13.03.2001) est prolongée jusqu'au 31 décembre 2002.

### **Prépension conventionnelle pour ouvriers avec prestations de nuit.**

#### **Article 10**

Un régime d'indemnité complémentaire en faveur de certains travailleurs âgés en cas de licenciement est instauré à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2001 en faveur des travailleurs de 56 ans avec des prestations de nuit.

Ces travailleurs doivent satisfaire à toutes les conditions légales et réglementaires donnant la possibilité d'accès à cette prépension conventionnelle spécifique.

#### **Article 12**

Aux travailleurs précités qui dans le courant des années 2001 et 2002 adhèrent au régime de prépension, l'indemnité complémentaire est payée par le Fonds de sécurité d'existence pour la récupération de chiffons.

En plus les cotisations patronales exceptionnelles prévues par les articles 268 jusqu'à 271 de la loi programme du 22 décembre 1989, par l'article 141 de la loi du 29 décembre 1990 concernant les lois sociales, par la loi précitée relative au plan d'action belge pour l'emploi et par des arrêtés d'exécution sont pris en charge par le Fonds de sécurité d'existence pour la récupération de chiffons

#### **Article 13**

Les engagements concernant ce régime de prépension font l'objet d'une C.C.T. particulière faisant intégralement partie de la C.C.T. en question.

Les statuts du Fonds de sécurité d'existence pour la récupération de chiffons seront adaptés dans ce sens.

## **CHAPITRE V.       FORMATION**

#### **Article 14**

En exécution de l'accord interprofessionnel 2001-2002 l'effort de 0,10 % pour la formation des groupes à risque est prolongé pour les années 2001 et 2002.

La cotisation de 0,10 % est calculée sur base du salaire complet des ouvriers (ières), comme visé dans l'article 23 de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés et aux arrêtés d'exécution de cette loi. Les cotisations sont dues trimestriellement et sont versées au Fonds Social pour les entreprises de chiffons.

#### **Article 15**

La C.C.T. du 13.05.1997, rendue obligatoire par AR du 10.8.1998 (MB 13.10.1998), concernant les mesures en faveur des groupes à risque à charge du Fonds Social pour les entreprises de chiffons est prolongée jusqu'au 31 décembre 2002.

#### **Article 16**

En plus de la cotisation précitée dans l'article 14, le secteur fait en exécution de l'accord interprofessionnel 2001 – 2002 un effort supplémentaire au niveau de la formation.

Cet effort supplémentaire est réalisé par une cotisation sectorielle de 0,15 % sur les salaires pendant les années 2001 et 2002.

Les statuts du "Fonds Social pour les entreprises de chiffons" seront adaptés dans ce sens.

### **Article 17**

La recette de la cotisation perçue à l'article 16 est utilisée pour l'exécution des plans de formation d'entreprises approuvés par les représentants des travailleurs et ceci d'après des modalités fixées dans le Conseil d'Administration du Fonds Social pour les entreprises de chiffons.

## **CHAPITRE VI. AVANTAGES SOCIAUX**

### **Article 18**

Le montant du supplément en cas de chômage temporaire, tel que défini à l'article 7 des statuts du Fonds Social pour les entreprises de chiffons, est porté de 125 FB à 150 FB.

Le nombre maximum de jours par année civile, dont il est question à l'article 6 des statuts du Fonds social de la récupération de chiffons, est porté de 60 jours à 75 jours à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2001.

Les statuts du Fonds Social pour les entreprises de chiffons seront adaptés dans ce sens.

### **Article 19**

L'accompagnement social, dont question dans l'article 9 des statuts du Fonds Social pour les entreprises de chiffons, est augmenté à 4.500 BEF pour l'année 2001 et à 4.700 BEF à partir de l'année 2002.

Les statuts du Fonds Social pour les entreprises de chiffons seront adaptés dans ce sens.

## **CHAPITRE VII. ACCOMPAGNEMENT SOCIAL**

### **Article 20**

Les ouvriers qui pour des raisons économiques sont licenciés par une entreprise ressortissant à la Sous-commission Paritaire pour la récupération de chiffons et qui ont minimum 20 ans d'ancienneté dans le secteur dont 10 ans dans l'entreprise qui les licencie, ont droit à une indemnité complémentaire de chômage de 2000 BEF par mois pendant maximum 6 mois.

### **Article 21**

Pour le travailleur âgé de plus de 54 ans qui est licencié(e) pour quelque raison que ce soit, sauf pour motif grave, d'une entreprise ressortissant à la sous-commission paritaire de la récupération de chiffons, et qui peut prouver au moins 40 ans de carrière professionnelle conformément aux dispositions de l'article 2 § 5 de l'A.R. du 7.12.1992 concernant l'octroi d'allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle, a droit à une allocation supplémentaire de chômage de 3000 bef par mois et ce jusqu'à l'âge légal de la pension. Cette allocation ne peut pas être cumulée avec le régime de la prépension conventionnelle ni avec le régime de pension légale

### **Article 22**

Cette indemnité complémentaire de chômage est payée par le Fonds Social pour les entreprises de chiffons.

Les modalités seront fixées dans le Conseil d'Administration du Fonds Social pour les entreprises de chiffons.

Les statuts du Fonds Social pour les entreprises de chiffons seront adaptés dans ce sens.

4

**CHAPITRE VIII. FIDELITE A L'ENTREPRISE**

**Article 23**

Les dispositions de l'article 20 de la CCT du 07 mai 1999 concernant l'octroi d'un jour d'absence rémunéré restent totalement d'application.

Sous les mêmes conditions, un jour d'absence rémunéré complémentaire (deuxième jour) est octroyé à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2001, dans le courant de chaque année calendrier, aux ouvriers qui ont au moins 25 ans d'ancienneté dans la même entreprise

Les statuts du ' Fonds Social pour les entreprises de chiffons ' seront adaptés dans ce sens.

**CHAPITRE IX. MOBILITE**

**Article 24**

Le pourcentage de 59 % dont il est question à l'article 7 de la convention collective de travail du 31.05.1991 (AR 31.03.92 – MB 15.05.92) concernant l'intervention financière de l'employeur dans le prix des transports des ouvriers du secteur de la récupération des chiffons est remplacé par 65 % à partir du 1 avril 2001, et ceci conformément à l'AR du 27.03.2001 (MB 06.04.2001) portant fixation du montant de l'intervention des employeurs dans la perte subie par la Société nationale des Chemins de fer belges par l'émission d'abonnements pour ouvriers et employés.

**Article 25**

Le pourcentage de 50 % dont il est question à l'article 6 de la convention collective de travail précitée est remplacé par 60 % à partir du 1 avril 2001.

**Article 26**

Entre l'article 6 et l'article 7 de la CCT du 31.05.1991 précitée, est inséré un article 6bis libellé comme suit :

« sans préjudice des dispositions de l'article 6, chaque ouvrier (ière), qui va au travail et revient du travail en vélo, a droit à une indemnité de 15 BEF par journée effective de travail ».

*à partir du 1 juillet 2001,*

**CHAPITRE X. DELAIS DE PRÉAVIS**

**Article 27**

Dans le secteur de la récupération de chiffons, les délais de préavis à respecter par l'employeur seront les suivants à partir du 01.01.2002 :

- 28 jours-calendrier pour les travailleurs qui comptent moins de 5 ans d'ancienneté dans l'entreprise
- 42 jours-calendrier pour les travailleurs qui comptent entre 5 et moins de 20 ans d'ancienneté dans l'entreprise
- 112 jours-calendrier pour les ouvriers qui comptent 20 ans ou plus d'ancienneté dans l'entreprise

Ces délais ne sont pas d'application en cas de licenciement en vue de la prépension.



Les délais de préavis à observer par l'ouvrier s'élèvent à la moitié du délai de préavis à observer par l'employeur, dans la mesure où, en exécution de l'accord interprofessionnel 2001-2002, la réglementation est modifiée dans ce sens.

## **CHAPITRE XI. QUALITE DU TRAVAIL**

### **Article 28**

Dans le courant de cette C.C.T. , un groupe de travail paritaire examinera comment la politique de stress pourrait être optimisée dans le secteur de la récupération de chiffons.

### **Article 29**

Les employeurs et les travailleurs s'engagent à combattre toute forme de racisme dans leur entreprise. Toute discrimination sur base de l'orientation sexuelle, race, couleur, origine ou convictions est interdite lors de l'offre d'emploi, l'embauche, l'exécution du contrat ou le licenciement du travailleur.

En cas de plainte éventuelle, la partie la plus diligente portera l'affaire devant la commission paritaire.

### **Article 30**

Les parties recommandent aux employeurs d'utiliser l'occupation supplémentaire des travailleurs intérimaires comme voie vers l'embauche.

Les employeurs s'engagent à remettre chaque année au conseil d'entreprise, à défaut à la délégation syndicale ou à défaut au secrétaire syndical régional, un rapport sur le travail intérimaire au sein de l'entreprise.

## **CHAPITRE XII. PRIME DE FIN D'ANNEE**

### **Article 31**

Dans l'article 5 de la C.C.T. du 12.12.1985 rendue obligatoire par AR du 17.03.1986 et modifié par C.C.T. du 06.12.1990 rendue obligatoire par AR du 04.06.1991 (MB 18.10.1991) et modifié par C.C.T. du 31.05.1991 rendue obligatoire par AR du 10.01.1992 (MB 28.02.1992) et modifié par C.C.T. du 07.05.1999 rendu obligatoire par AR du .... (MB du .....), les mots "*Pour le calcul du montant de la prime de fin d'année, les jours d'interruption de travail comme suite à un accident du travail et les jours d'interruption de travail comme suite au chômage temporaire sont assimilés à des prestations effectives*" sont remplacés par "*Pour le calcul du montant de la prime de fin d'année, les jours d'interruption de travail comme suite à un accident du travail et les jours d'interruption de travail comme suite au chômage temporaire et les jours de repos de maternité, sont assimilés à des prestations effectives*".

## **CHAPITRE XIII. CLASSIFICATION**

### **Article 32**

Les parties s'engagent à mettre au point, dans le courant de cette C.C.T., une classification sectorielle des fonctions, sur base des propositions élaborées par le groupe de travail technique paritaire du secteur de la récupération de chiffons.



## **CHAPITRE XIV. PAIEMENT DU JOUR DE CARENCE EN CAS DE MALADIE OU D'ACCIDENT**

### **Article 33**

Chaque ouvrier (ière) occupé dans une entreprise ressortissant du secteur de la récupération de chiffons, a droit, par année civile, au paiement du salaire normal pour le premier jour de carence en cas de maladie ou d'accident.

Par salaire normal, il faut entendre le salaire calculé sur base de la réglementation en matière de jours fériés payés.

## **CHAPITRE XV. PETITS CHOMAGES**

### **Article 34**

Lors de la conclusion d'un contrat de vie commune tel que réglé par les articles 1475 e.s. du Code Civil, l'ouvrier (ière) a le droit de s'absenter du travail avec maintien du salaire dans les mêmes conditions que celles prévues dans l'article 2, 1° de l'A.R. du 28 août 1963 pour le mariage de l'ouvrier (ière).

Pour l'application de l'article 2, 2° de l'A.R. du 28 août 1963 la conclusion de pareil contrat de vie commune est assimilée à un mariage.

## **CHAPITRE XVI. ELABORATION DU DEUXIEME PILIER DE PENSION – FONDS DE PENSION SECTORIEL**

### **Article 35**

Les parties s'engagent à créer à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2003 un fonds de pension sectoriel. Ce fonds est financé par des cotisations patronales et est géré paritairement. Toutes les modalités y afférentes seront arrêtées dans une convention collective de travail distincte.

Dans le cadre de la future réglementation relative aux fonds de pension sectoriels et les arrêtés d'exécution, un groupe de travail paritaire est créé pour examiner l'élaboration d'une pension sectorielle dans le secteur de la récupération de chiffons.

## **CHAPITRE XVII. PAIX SOCIALE**

### **Article 36**

Tant les délégués syndicaux régionaux que nationaux s'engagent, pour la durée de la présente convention collective de travail, à s'abstenir de toute incitation à la grève et à ne pas présenter de nouvelles revendications, dans les matières faisant l'objet de la présente convention. Pour les cas particuliers et anormaux ou pour tous les problèmes nouveaux qui ne font pas l'objet de la présente convention collective de travail, les délégués régionaux s'engagent à s'adresser à leur centrale syndicale nationale.

Celle-ci en discutera directement avec les délégués patronaux.



## CHAPITRE XVIII. DISPOSITION FINALE

### Article 37

La présente convention collective de travail produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2001 et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2002, à l'exclusion des articles 3 et 33 qui sont conclus pour une durée indéterminée résiliable par les parties moyennant un préavis de 6 mois.

**SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR LA RECUPERATION DE CHIFFONS**

**AVENANT A LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL**

**DU 19 JUIN 2001**

Les parties signataires déclarent que les employeurs, ressortant de la sous commission paritaire de la récupération de chiffons n°142.02, peuvent, dans le cadre de l'article 9 de la convention collective sectorielle conclue le 19 juin 2001 concernant l'application de la CCT 77 du 14 février 2001, faire usage du nouveau système de primes d'encouragement flamandes, pour

- Crédit soins
- Crédit formation
- Emplois d'atterrissage
- Entreprises en difficulté ou en restructuration
- diminution de la carrière professionnelle de 1/5

PARITAIR SUBCOMITÉ VOOR DE TERUGWINNING VAN LOMPEN

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 19 JUNI 2001

UITVOERING VAN HET CENTRAAL AKKOORD VOOR DE JAREN 2001 en 2002

HOOFDSTUK I. TOEPASSINGSGEBIED

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de arbeiders en arbeidsters van de ondernemingen die onder het Paritair Subcomité voor de terugwinning van lompen vallen.

HOOFDSTUK II. LONEN

Artikel 2

- a) In de sector van de terugwinning van lompen worden vanaf 1 juli 2001 de baremieke en effectieve lonen verhoogd met 4 BEF per uur in enkele ploeg.
- b) In de sector van de terugwinning van lompen worden vanaf 1 januari 2002 de baremieke en effectieve lonen verhoogd met 4 BEF per uur in enkele ploeg.
- c) In de sector van de terugwinning van lompen worden vanaf 1 juli 2002 de baremieke en effectieve lonen verhoogd met 4 BEF per uur in enkele ploeg.

Voor de andere arbeidsstelsels worden voornoemde forfaitaire bedragen vermeerderd met de daartoe voorziene coëfficiënten.

Artikel 3

De arbeiders(sters), jonger dan 21 jaar, die geen zes maanden beroepservaring hebben in de sector zijn gerechtigd op 80% van de nationale baremieke functielonen voor de 18-jarigen, op 87,5% voor de 19-jarigen en op 95% voor de 20-jarigen.  
De aldus vastgestelde baremieke loonschalen zijn op bedoelde arbeiders(sters) van toepassing tijdens de eerste zes maanden van hun tewerkstelling en worden vanaf de eerste van de maand volgend op hun verjaardagaangepast aan het percentage voor die hogere leeftijdscategorie.

Op het ogenblik dat de arbeiders(sters) jonger dan 21 jaar zes maanden beroepservaring hebben in de sector van de terugwinning van de lompen, en vanaf de dag waarop zij 21 jaar worden, zijn zij gerechtigd op 100 % van de nationale baremieke functielonen.

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR.  
27-06-2001 | 23-08-2001<sup>1</sup>

NR.  
N°

58614/601142.02



De collectieve arbeidsovereenkomst van 17.02.1971 (geregistreerd onder n° 00524/co/42) inzake 'het statuut voor de minderjarige werklieden en werksters' uit de sector van de textielrecuperatie – lommen wordt opgeheven vanaf 01.01.2001.

### **HOOFDSTUK III. TEWERKSTELLINGSMAATREGELEN**

#### **Principe**

#### **Artikel 4**

Volgende tewerkstellingsbevorderende maatregelen worden genomen:

verlenging van de tewerkstellingsverbintenissen.

Verlenging CAO loopbaanonderbreking gedurende het jaar 2001.

Verlenging CAO deeltijdse arbeid gedurende het jaar 2001.

halftijds bruggpensioen.

toepassing CAO n°77 van 14 februari 2001 van de Nationale Arbeidsraad vanaf 1 januari 2002.

#### **Tewerkstellingsverbintenissen.**

#### **Artikel 5**

Een werkgever die van plan is om over te gaan tot afdanking(en) om economische of technische redenen moet de voorziene meldings- en overlegprocedures respecteren zoals voorzien bij wet en bij de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 9 van 09.03.1972, gesloten in de Nationale Arbeidsraad, betreffende de coördinatie van de in de Nationale Arbeidsraad gesloten nationale akkoorden en collectieve arbeidsovereenkomsten betreffende de ondernemingsraden, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 12.09.1972.

Uitsluitend in de ondernemingen waar er geen ondernemingsraad of syndicale delegatie aanwezig is moet de werkgever die wenst over te gaan tot afdanking(en) om economische of technische redenen voorafgaandelijk volgende gegevens verstrekken aan regionale vakbonden:

- de reden;
- het aantal betrokken werklieden;
- de lijst van de afdelingen en arbeidsposten die zullen getroffen worden;
- de datum van de voorziene afdanking(en).

Deze gegevens dienen minstens één maand voor de datum van de voorziene afdanking(en) verstrekt te worden.

Vooraleer een definitieve beslissing te nemen moet de werkgever overleg plegen met de regionale vakbonden. Hierbij zullen alle maatregelen onderzocht worden om afdankingen te voorkomen.

Ingeval van betwisting aangaande de naleving van de in dit artikel vermelde bepalingen wordt, op vraag van de vakbond, de voorzitter van het paritair subcomité met een onderzoek belast. Indien hij vaststelt dat de werkgever tot de afdanking is overgegaan in strijd met deze

#

bepalingen dan heeft de ontslagen werknemer recht op een éénmalige forfaitaire schadevergoeding van 40.000 BEF.

### **Loopbaanonderbreking.**

#### **Artikel 6**

De bepalingen van artikel 5 van de CAO van 7 mei 1999 betreffende de loopbaanonderbreking worden verlengd tot 31 december 2001.  
De nadere regels vastgelegd in de afzonderlijke CAO van 7 mei 1999 inzake loopbaanonderbreking worden verlengd tot 31 december 2001 en maken integrerend deel uit van onderhavige CAO.

### **Deeltijdse arbeid.**

#### **Artikel 7**

De bepalingen van artikel 6 van de CAO van 7 mei 1999 betreffende het recht op deeltijdse arbeid worden verlengd tot 31 december 2001.  
De nadere regels vastgelegd in de afzonderlijke CAO van 7 mei 1999 inzake deeltijdse arbeid worden verlengd tot 31 december 2001 en maken integrerend deel uit van onderhavige CAO.

### **Halftijds brugpensioen.**

#### **Artikel 8**

Er wordt een stelsel van halftijds brugpensioen ingesteld overeenkomstig CAO nr 55 van de NAR tot instelling van een regeling van aanvullende vergoeding voor sommige oudere werknemers, ingeval van halvering van de arbeidsprestaties.  
De minimumleeftijd om op halftijds brugpensioen gesteld te worden is vastgelegd op 55 jaar.

Aan de werklieden die in de loop van de jaren 2001 en 2002 tot het halftijds brugpensioen toetreden wordt de aanvullende vergoeding uitbetaald door het Sociaal Fonds voor de lompenbedrijven. Het Sociaal Fonds voor de lompenbedrijven draagt eveneens de kost van de eventuele kapitatieve bijdrage en staat in voor de administratieve verwerking. De nadere regels worden vastgelegd in een afzonderlijke CAO die integrerend deel uitmaakt van onderhavige CAO. Tevens worden de statuten van het Sociaal Fonds voor de lompenbedrijven aangepast met hetgeen voorafgaat.

### **Toepassing CAO n°77 van 14 februari 2001**

#### **Artikel 9**

Overeenkomstig de mogelijkheden geboden door de CAO n°77 d.d. 14 februari 2001 van de Nationale Arbeidsraad tot invoering van een stelsel van tijdskrediet, loopbaanvermindering en vermindering van de arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking, worden volgende afwijkingen overeengekomen :

In uitvoering van artikel 3 § 2 van de CAO n°77 wordt de duur van uitoefening van het recht op tijdskrediet van 1 jaar op 3 jaar gebracht over de gehele loopbaan.

Voor de werklieden die gedurende het jaar 2001 in loopbaanonderbreking zijn, op grond van de herstelwet van 22 januari 1985, kan de totale duur van de loopbaanonderbreking, samen met het tijdskrediet, voormelde termijn van 3 jaar overschrijden, zonder in het totaal meer dan 5 jaar te bedragen over de gehele loopbaan.

## **HOOFDSTUK IV. CONVENTIONEEL BRUGPENSIOEN**

### **Algemeen stelsel.**

#### **Artikel 10**

Het stelsel van de aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde werknemers indien zij worden ontslagen zoals voorzien bij de CAO van 31 mei 1991, algemeen bindend verklaard bij KB van 31 maart 1992, verlengd bij de CAO van 17 juni 1993, algemeen bindend verklaard bij KB van 20 januari 1994, verlengd bij CAO van 28 april 1995, algemeen bindend verklaard bij KB van 8 december 1995, verlengd bij CAO van 13 mei 1997, (geregistreerd onder n° 44926/co/142.02 – BS 30.10.1997), verlengd bij CAO van 7 mei 1999 (geregistreerd onder n° 56297/co/142.2 – BS 13.03.2001) wordt verlengd tot 31 december 2002.

### **Conventioneel brugpensioen voor werklieden met nachtprestaties.**

#### **Artikel 11**

Er wordt een stelsel van aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde werklieden, indien zij worden ontslagen, ingesteld vanaf 1 januari 2001 ten voordele van de werklieden van 56 jaar met nachtprestaties.

Deze werklieden moeten voldoen aan alle wettelijke en reglementaire voorwaarden die de toegang tot dit bijzonder conventioneel brugpensioen mogelijk maken.

#### **Artikel 12**

Aan voormelde werklieden die in de loop van de jaren 2001 en 2002 tot het brugpensioenstelsel toetreden wordt de aanvullende vergoeding uitbetaald door het Sociaal Fonds voor de lompenbedrijven.

Bovendien worden de bijzondere werkgeversbijdragen opgelegd door de artikelen 268 tot 271 van de Programmawet van 22 december 1989, door artikel 141 van de wet van 29 december 1990 houdende sociale bepalingen, door voornoemde wet betreffende het Belgisch actieplan voor werkgelegenheid en door de uitvoeringsbesluiten ten laste genomen door het Sociaal Fonds voor de lompenbedrijven.

#### **Artikel 13**

De verbintenissen aangaande dit brugpensioenstelsel maken het voorwerp uit van een afzonderlijke CAO die integrerend deel uitmaakt van onderhavige CAO.

Tevens worden de statuten van het Sociaal Fonds voor de lompbedrijven in deze zin aangepast.

## **HOOFDSTUK V. OPLEIDING EN VORMING**

### **Artikel 14**

In uitvoering van het interprofessioneel akkoord 2001 - 2002 wordt voor de jaren 2001 en 2002 de inspanning van 0,10% voor de vorming en opleiding van risicogroepen verlengd. De bijdrage van 0,10% wordt berekend op grond van het volledig loon van de arbeid(st)ers, zoals bedoeld in artikel 23 van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers en de uitvoeringsbesluiten van deze wet. De bijdragen zijn om het kwartaal verschuldigd en worden gestort aan het Sociaal Fonds voor de lompbedrijven.

### **Artikel 15**

De CAO van 13.05.1997, algemeen bindend gemaakt bij KB van 10.08.1998 (BS 13.10.1998), verlengd bij CAO van 07.05.1999 betreffende de maatregelen ten voordele van de risicogroepen ten laste van het sociaal fonds voor de lompbedrijven wordt verlengd tot 31 december 2002.

### **Artikel 16**

Bovenop de in artikel 14 genoemde bijdrage doet de sector in uitvoering van het interprofessioneel akkoord 2001 - 2002 een bijkomende inspanning op het vlak van vorming en opleiding.

Deze bijkomende inspanning wordt gerealiseerd door een sectorale bijdrage van 0,15% op de lonen gedurende de jaren 2001 en 2002.

De statuten van het sociaal fonds voor de lompbedrijven zullen in die zin aangepast worden.

### **Artikel 17**

De opbrengst van de in artikel 16 geïnde bijdrage wordt aangewend voor de uitvoering van door de werknemersvertegenwoordigers goedgekeurde bedrijfsopleidingsplannen en dit volgens modaliteiten bepaald in de raad van beheer van het Sociaal Fonds van de lompbedrijven.

## **HOOFDSTUK VI. SOCIALE VERGOEDINGEN**

### **Artikel 18**

Het bedrag van de opleg bij tijdelijke werkloosheid, waarvan sprake in artikel 7 van de statuten van het Sociaal Fonds voor de lompbedrijven, wordt met ingang van 1 januari 2001 van 125 Bef op 150 Bef gebracht.

Het maximum aantal dagen per kalenderjaar, waarvan sprake in artikel 6 van de statuten van het Sociaal Fonds voor de lompenbedrijven, wordt met ingang van 1 januari 2001 van 60 dagen op 75 dagen gebracht.

De statuten van het sociaal fonds voor lompenbedrijven zullen in die zin aangepast worden.

### **Artikel 19**

De sociale uitkering, waarvan sprake in artikel 9 van de statuten van het Sociaal Fonds voor de lompenbedrijven, wordt voor het jaar 2001 verhoogd tot 4.500 Bef en vanaf het jaar 2002 op 4.700 Bef gebracht.

De statuten van het sociaal fonds voor lompenbedrijven zullen in die zin aangepast worden.

## **HOOFDSTUK VII. SOCIALE BEGELEIDING**

### **Artikel 20**

De werklieden die wegens economische redenen ontslagen worden uit een bedrijf ressorterend onder het Paritair Subcomité voor de terugwinning van lompen en die minimum 20 jaar anciënniteit hebben in de sector waarvan 10 jaar in het bedrijf dat hen ontslaat, hebben recht op een aanvullende werkloosheidsvergoeding van 2.000 Bef per maand gedurende maximum 6 maand.

### **Artikel 21**

De werklieden die na de leeftijd van 54 jaar ontslagen worden uit een bedrijf ressorterend onder het Paritair Subcomité voor de lompenbedrijven om welke reden ook, behoudens zwaarwichtige redenen, en die minimum 40 jaar beroepsloopbaan kunnen voorleggen overeenkomstig de bepalingen van artikel 2 § 5 van het KB van 7.12.1992 betreffende de toekenning van werkloosheidsuitkeringen ingeval van conventioneel brugpensioen, hebben recht op een aanvullende werkloosheidsvergoeding van 3.000 Bef per maand en dit tot hun pensioengerechtigde leeftijd. Deze vergoeding kan niet gecumuleerd worden met het stelsel van het conventioneel brugpensioen noch met het wettelijk pensioenstelsel.

### **Artikel 22**

Deze aanvullende werkloosheidsvergoedingen worden betaald door het sociaal fonds voor de lompenbedrijven.

De modaliteiten zullen vastgesteld worden binnen de Raad van Beheer van het sociaal fonds voor de lompenbedrijven.

De statuten van het sociaal fonds voor lompenbedrijven zullen in die zin aangepast worden.



## HOOFDSTUK VIII. GETROUWHEID AAN DE ONDERNEMING.

### Artikel 23

De bepalingen van artikel 20 van de CAO van 7 mei 1999 betreffende het toekennen van een bezoldigde afwezigheidsdag blijven onverminderd van toepassing.

Onder dezelfde voorwaarden wordt vanaf 1 januari 2001 aan een arbeider (ster) die minstens 25 jaar ononderbroken anciënniteit heeft in de onderneming een bijkomende dag (tweede dag) bezoldigde afwezigheid toegekend in de loop van elk kalenderjaar.

De statuten van het sociaal fonds voor lompenbedrijven zullen in die zin aangepast worden.

## HOOFDSTUK IX. MOBILITEIT

### Artikel 24

In art. 3 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 31.05.1991 (KB 31.03.92 – BS 15.05.92) betreffende de financiële bijdrage van de werkgevers in de prijs van het vervoer van de werklieden in de sector voor de terugwinning van lompen, wordt met ingang van 1 april 2001 het percentage 59 % vervangen door 65 % en dit overeenkomstig het KB van 27.03.01 (BS 06.04.01) houdende vaststelling van het bedrag van de werkgeversbijdrage in het verlies geleden door de NMBS ingevolge de uitgifte van abonnementen voor werklieden en bedienden..

### Artikel 25

In artikel 6 van voormelde collectieve arbeidsovereenkomst wordt, vanaf 1 april 2001, het percentage van 50% vervangen door 60%.

### Artikel 26

Tussen artikel 6 en artikel 7 van de CAO van 31.05.1991 (KB 31.03.1992 – BS 15.05.1992) wordt een artikel 6 bis toegevoegd dat als volgt luidt :

“Onverminderd de bepalingen van artikel 6 heeft elke arbeider/arbeidster die met de fiets van en naar het werk komt recht op een vergoeding van 15 Bef per effectief gepresteerde dag.”

*Met ingang van 1 juli 2001,*

## HOOFDSTUK X. OPZEGGINGSTERMIJNEN

### Artikel 27

Binnen de sector van de textielrecuperatie - lompen, worden vanaf 01.01.2002 de opzegtermijnen in hoofde van de werkgever, als volgt vastgesteld.

1° 28 kalenderdagen wat de werklieden betreft die minder dan 5 jaren anciënniteit in de onderneming tellen.

#

2°) 42 kalenderdagen wat de werklieden betreft die tussen 5 en minder dan 20 jaren anciënniteit in de onderneming tellen;

3°) 112 kalenderdagen wat de werklieden betreft die 20 of meer jaren anciënniteit in de onderneming tellen.

Deze termijnen zijn niet van toepassing in geval van afdanking met het oog op het brugpensioen.

De opzegtermijn die de arbeider (ster) moet respecteren is de helft van de opzegtermijn die de werkgever moet respecteren, in de mate dat in uitvoering van het interprofessioneel akkoord 2001 – 2002 de wetgeving in die zin wordt aangepast.

## **HOOFDSTUK XI. KWALITEIT VAN DE ARBEID.**

### **Artikel 28**

Tijdens de duur van deze CAO zal een paritaire werkgroep nagaan hoe het stressbeleid in de sector van de textielrecuperatie – lommen kan worden geoptimaliseerd.

### **Artikel 29**

De werkgevers en de werknemers verbinden zich ertoe elke vorm van racisme binnen hun bedrijf tegen te gaan. Elke discriminatie op grond van seksuele geaardheid, ras, huidskleur, afkomst of overtuiging is verboden bij het aanbieden van banen, de aanwerving, de uitvoering van een arbeidsovereenkomst of het ontslag van een werknemer. Bij eventuele klachten kan de meest gereede partij de zaak aanhangig maken bij het paritair comité.

### **Artikel 30**

Partijen bevelen de werkgevers aan om de bijkomende tewerkstelling van uitzendkrachten als instroomkanaal voor een vaste aanwerving aan te wenden. De werkgevers verbinden er zich toe jaarlijks aan de ondernemingsraad, of bij ontstentenis aan de syndicale delegatie of bij ontstentenis aan de regionale vakbondssecretarissen een verslag voor te leggen inzake de interimarbeid binnen het bedrijf.

## **HOOFDSTUK XII. EINDEJAARSPREMIE.**

### **Artikel 31**

In artikel 5 van de CAO van 12.12.1985 algemeen bindend verklaard bij KB van 17.03.1986 en gewijzigd bij CAO van 06.12.1990 algemeen bindend verklaard bij KB van 04.06.1991 ( BS 18.10.1991 ) en gewijzigd bij CAO van 31.05.1991 algemeen bindend verklaard bij KB van 10.01.1992 ( BS 28.02.1992 ) en gewijzigd bij CAO van 07.05.1999 algemeen bindend verklaard bij KB van ... (BS ... ), worden de woorden "Voor de berekening van het bedrag van de eindejaarspremie worden de dagen van arbeidsonderbreking ten gevolge van een

\*

*arbeidsongeval en de dagen van arbeidsonderbreking ten gevolge van tijdelijke werkloosheid, gelijkgesteld met werkelijke prestaties.” Vervangen door : “Voor de berekening van het bedrag van de eindejaarspremie worden de dagen van arbeidsonderbreking ten gevolge van een arbeidsongeval, de dagen van arbeidsonderbreking ten gevolge van tijdelijke werkloosheid en de dagen van moederschapsrust, gelijkgesteld met werkelijke prestaties.”*

## **HOOFDSTUK XIII. CLASSIFICATIE**

### **Artikel 32**

Partijen engageren zich om binnen de duur van deze CAO de sectorale classificatie op punt te stellen, op basis van de voorstellen uitgewerkt in de paritair technische werkgroep functieclassificatie, sector terugwinning van lommen.

## **HOOFDSTUK XIV. BETALING CARENSDAG BIJ ZIEKTE OF ONGEVAL.**

### **Artikel 33**

Per kalenderjaar heeft elke arbeider/arbeidster, tewerkgesteld in een bedrijf ressorterend onder de sector van de terugwinning van lommen, recht op de betaling van het normale loon voor de eerste carensdag bij ziekte of ongeval.

Onder normale loon wordt verstaan het loon berekend op basis van de wetgeving inzake betaalde feestdagen.

## **HOOFDSTUK XV. KLEIN VERLET**

### **Artikel 34**

Bij het sluiten van een samenlevingscontract zoals geregeld door artikel 1475 e.v. van het Burgerlijk Wetboek heeft de arbeider(ster) het recht op het werk afwezig te zijn met behoud van loon onder dezelfde voorwaarden als voorzien in het artikel 2,1° van het KB van 28 augustus 1963 voor het huwelijk van de arbeider(ster).

Voor de toepassing van artikel 2,2° van het KB van 28 augustus 1963 wordt het sluiten van een voormeld samenlevingscontract gelijk gesteld met een huwelijk.

## **HOOFDSTUK XVI. UITBOUW 2de PENSIOENPIJLER – SECTORIEEL PENSIOENFONDS**

### **Artikel 35**

Partijen engageren zich om vanaf 1 januari 2003 een sectorieel pensioenfonds op te richten. Dit fonds wordt gefinancierd door werkgeversbijdragen en paritair beheerd. Alle modaliteiten hieromtrent zullen worden vastgelegd in een afzonderlijke collectieve arbeidsovereenkomst.

In het kader van de toekomstige wetgeving betreffende de sectorale pensioenfondsen en de uitvoeringsbesluiten wordt een paritaire werkgroep opgericht die de uitbouw van een sectorieel pensioen in de sector van de textielrecuperatie – lompen zal onderzoeken.

## **HOOFDSTUK XVII. SOCIALE VREDE**

### **Artikel 36**

Zowel de gewestelijke als de nationale vakbondsafgevaardigden gaan, voor de duur van deze collectieve arbeidsovereenkomst, de verbintenis aan zich te onthouden van elke aansporing tot staking en tot het stellen van nieuwe eisen, in de materies opgenomen in bovengenoemde collectieve arbeidsovereenkomst. Voor bijzondere of abnormale gevallen of voor alle nieuwe problemen die niet in deze collectieve arbeidsovereenkomst zijn opgenomen, verbinden de gewestelijke afgevaardigden zich ertoe, zich te wenden tot hun nationale vakbondscentrale. Deze zal ze rechtstreeks bespreken met de werkgeversafgevaardigden.

## **HOOFDSTUK XVIII. SLOTBEPALING**

### **Artikel 37**

Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2001 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 2002, met uitzondering van de artikels 3 en 33 die voor een onbepaalde duur worden afgesloten en door de partijen opzegbaar zijn mits een vooropzeg van zes maanden.

H

**PARITAIR SUBCOMITÉ VOOR DE TERUGWINNING VAN LOMPEN**  
**ADDENDUM BIJ COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST**  
**VAN 19 JUNI 2001**

De ondertekenende partijen verklaren dat de werknemers ressorterend onder het paritair subcomité voor de terugwinning van lompn n° 142.02, in het kader van artikel 9 van de sectorale collectieve arbeidsovereenkomst, afgesloten op 19 juni 2001, betreffende de toepassing van CAO 77 van 14 februari 2001; gebruik kunnen maken van het nieuwe stelsel van de Vlaamse aanmoedigingspremies, zoals voorzien in het VESOC akkoord van 22 februari 2001, voor

- Zorgkrediet
- Opleidingskrediet
- Landingsbanen
- Ondernemingen in moeilijkheden of in herstructurering
- Loopbaanvermindering met één-vijfde.